

REVUE DE PRESSE

service communication



Paris-Normandie

Publié le 29/01/25

AGENDA

Le Petit-Quevilly

Atelier : Lumin'art vitrail

Découverte de la coupe du verre blanc, création et réalisation d'une étoile de 14 h à 16 h. À partir de 12 ans, sur inscription : 02 35 72 58 00.

Atelier : gravure



Atelier d'initiation à la gravure. Les participants gravent sur des plaques de rhodoïds et s'approprient diverses techniques d'impressions sur papier avec une presse à gravure de 10 h 30 à 12 h 30. Tout public. Entrée libre.

Exposition : De la naissance au vivant

Plongez dans l'univers fascinant de la naissance et du vivant à travers l'exposition, où l'art devient le miroir de la vie, jusqu'au 22 février à la médiathèque François-Truffaut. Tout public. Entrée libre.

Projection : Tous au cirque (seniors)

Projection intergénérationnelle d'un film surprise sur le spectacle de cirque à 14 h 30 à la médiathèque François-Truffaut. Réservation : 02 32 81 50 87.

Musique avec Satie

Auditions d'élèves de l'EMMDT. Interprétations de plusieurs musiques d'Erik Satie par les élèves, à 15 h 30 à la médiathèque. Entrée libre. Tout public.

Atelier : Satie en concert

Œuvres présentées par Stéphane Poupardin, professeur de piano à l'EMMDT. Plusieurs œuvres d'Erik Satie à découvrir ou à redécouvrir. Aujourd'hui, le 30 janvier à 17 h et le 1^{er} février à 16 h à la médiathèque. Entrée libre. Tout public.

Atelier : Satie raconté aux enfants

Satie raconté aux enfants aujourd'hui à 11 h à la médiathèque. Présenté par

Stéphane Poupardin, professeur de piano à l'EMMDT. Moment adapté aux enfants à partir de 5 ans. Entrée libre. Tout public.

Relaxation musicale

Aujourd'hui et le 1^{er} février à 13 h 30 à la médiathèque. Rencontres avec Sandrine Décure et Stéphane Poupardin, professeurs à l'EMMDT. Moment de détente avec la musique d'Erik Satie. Entrée libre. Tout public.

Don du sang

Venez donner votre sang de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30 à 18 h salle Astrolabe. Pour faciliter les dons, les donateurs doivent prendre rendez-vous : mon-rdv-dondesang.efs.sante.fr, 08 00 10 09 00.

Paris-Normandie

Près de Rouen, un torchon brûle dans les toilettes de l'école : 150 personnes évacuées

L'école primaire Henri-Wallon au Petit-Quevilly a été évacuée, mardi 28 janvier 2025, suite à un départ de feu dans les toilettes. 150 personnes ont été évacuées.

Par la rédaction

Publié: 28 Janvier 2025 à 13h04

Mardi 28 janvier 2025 au matin, une dizaine de sapeurs-pompiers sont intervenus au sein de l'école primaire Henri-Wallon du [Petit-Quevilly](#). En cause, un torchon ayant pris feu dans un toilette situé au 2ème étage du bâtiment, provoquant fumée et odeurs de brûlé.

Extinction et ventilation

Environ 150 personnes – enfants et personnels de l'école – ont été évacuées. L'ensemble des élèves a été regroupé le temps de la ventilation des locaux, et a pu regagner l'établissement peu avant 13 heures. Une victime ayant inhalé des fumées a été laissée sur place, selon le Sdis, qui a procédé à l'extinction du feu.

Début d'incendie dans les toilettes : une école primaire de l'agglomération de Rouen évacuée

Un début d'incendie a été maîtrisé par les pompiers, dans une école primaire de l'agglomération de Rouen, ce mardi 28 janvier 2025. Plus de cent élèves ont été évacués.



Un début d'incendie a eu lieu dans une école primaire de l'agglomération de Rouen, ce mardi 28 janvier 2025. (©JB/76actu/Illustration)

Par [Thomas Rideau](#) Publié le 28 janv. 2025 à 13h01

Petite frayeur pour l'école primaire, de [Petit-Quevilly \(Seine-Maritime\)](#). Vers 11h30, ce mardi 28 janvier 2025, des responsables ont appelé les pompiers pour une présence de fumée et une forte **odeur de brûlé** dans l'établissement.

Un feu de torchons à l'origine du sinistre

Sur place, [les pompiers](#) découvrent « un feu de torchons » dans les toilettes du deuxième étage. Le feu a été éteint et les **différentes pièces ont été évacuées**. Le temps de l'intervention, **150 enfants et adultes** sont sortis de l'école.

À noter que **qu'aucun blessé n'est à déplorer, même si une personne a inhalé de la fumée**. Aucun transport vers les hôpitaux a donc été nécessaire. « L'ensemble des élèves ont été regroupés le temps de la ventilation des locaux », précisent les sapeurs-pompiers.

France 3 Normandie

Feu de torchons dans des toilettes dans une école : 150 enfants et adultes évacués



[Une école a été évacuée au Petit-Quevilly en raison d'un feu de torchons, mardi 28 janvier 2025. • © VINCENT VOEGLIN / MAXPPP / ILLUSTRATION](#)

Écrit par [Manon Loubet](#)

Publié le 28/01/2025 à 12h48

Vers 11h30, mardi 28 janvier 2025, un feu de torchons s'est déclaré dans l'école Henri-Wallon du Petit-Quevilly, près de Rouen (Seine-Maritime). 150 enfants et adultes ont été évacués.

L'essentiel du jour : notre sélection exclusive

Chaque jour, notre rédaction vous réserve le meilleur de l'info régionale. Une sélection rien que pour vous, pour rester en lien avec vos régions.

vos adresse e-mail

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "L'essentiel du jour : notre sélection exclusive". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

Il était 11h30, mardi 28 janvier 2025, quand les sapeurs-pompiers ont été appelés pour un feu de torchons dans un toilette du deuxième étage de l'école Henri-Wallon du Petit-Quevilly.

150 personnes évacuées

De la fumée et une odeur de brûlé ont nécessité l'évacuation de l'école, soit 150 élèves et adultes. "*L'ensemble des élèves ont été regroupés le temps de la ventilation des locaux*", indique le Service départemental d'incendie et de secours.

Une victime ayant inhalé des fumées a été examinée sur place. Après bilan, elle n'a pas été transportée à l'hôpital.

13 sapeurs-pompiers sont intervenus avec quatre engins pour éteindre le feu et procéder à la ventilation des locaux.

Paris-Normandie

La Métropole de Rouen décroche la 4e étoile du label Climat Air Énergie de l'ADEME : ça veut dire quoi ?

La Métropole Rouen Normandie vient de recevoir la 4e étoile du label Climat Air Énergie, qui récompense les territoires les plus engagés pour l'écologie.



La Métropole Rouen Normandie vient de recevoir la 4e étoile du label Climat Air Énergie, qui récompense les territoires les plus engagés pour l'écologie - Photo d'archives BORIS MASLARD

Par la rédaction

Publié: 28 Janvier 2025 à 17h37

La Métropole [Rouen](#) Normandie vient de recevoir la 4e étoile sur les cinq du [label Climat Air Énergie](#), créé par l'ADEME. Cette distinction vise à récompenser l'engagement des territoires en faveur de la transition écologique.

Le label s'appuie sur un référentiel composé de 61 critères d'évaluation notés. Ils sont repartis dans 6 domaines : planification territoriale ; patrimoine de la collectivité ; approvisionnement énergie, eau, assainissement ; mobilité ; organisation interne et coopération, communication. La Métropole a ainsi obtenu 69 % des points, ce qui lui a permis de décrocher la 4e étoile du label.

Objectif 5e étoile

La commission a notamment jugé sa politique en matière d'énergie et de climat « *prometteuse* ». Elle a notamment souligné les efforts de la Métropole en termes de mobilité, de préservation de la biodiversité et d'énergies renouvelables.

« Grâce à ces 4 étoiles, on se place dans le top 10 des métropoles de France les plus engagées sur l'écologie. On a beaucoup progressé depuis l'obtention de la 3e étoile en 2018. Et ce n'est que le début. Maintenant, on va faire en sorte d'atteindre les 5 étoiles », s'est réjoui Nicolas Mayer-Rossignol, président de la Métropole.

Le Département de la Seine-Maritime fête ses 70 ans : savez-vous quel était son ancien nom ?

Le Département de la Seine-Maritime porte ce nom depuis 70 ans. Mais pendant longtemps il en a porté un autre, laissé de côté car jugé pas assez valorisant.



Le Département de la Seine-Maritime, sous ce nom, fête ses 70 ans en 2025. (©FM/76actu)
Par [Fabien Massin](#) Publié le 28 janv. 2025 à 13h16

On peut encore le voir inscrit sur d'anciennes cartes de France ou de la Normandie, l'ancien nom du Département de [la Seine-Maritime](#). En effet, le département s'est longtemps appelé autrement : **Seine-Inférieure**. Ce n'est qu'en 1955 qu'il a pris son nom actuel, il y a donc 70 ans cette année. Occasion pour le Département et les services de l'État de rappeler cette histoire.

Le Département français est une création de la Révolution française, qui date de 1790. Il s'agit de mettre en place une **nouvelle organisation territoriale** dans un royaume alors en pleine ébullition politique. Et au sein de l'assemblée constituante, c'est un député de Rouen, **Jacques-Guillaume Thouret** (qui a donné son nom à une petite rue rouennaise, entre la rue du Gros-Horloge et la rue aux Juifs), qui est rapporteur du projet.

Une dénomination hydrographique

« La question de leurs délimitations et de leurs noms se pose alors très rapidement, expliquent la collectivité et la préfecture. Plusieurs propositions émergent pour notre département, telle que la « Basse-Seine ». « Inférieure » fait alors référence à **la dénomination purement hydrographique** de cette partie de la Seine, proche de l'embouchure, par opposition à sa partie supérieure, proche de sa source. »

En 1879, la création d'un Département de la Seine-Maritime est envisagé : une entité qui aurait eu Le Havre pour chef-lieu, et détachée du reste de la Seine-Inférieure. Mais le projet n'a pas vu le jour.

À lire aussi

La question du changement de nom surgit en 1912, puis dans les années 1920. Avec déjà cette idée que le mot **inférieur aurait une connotation trop négative**. Même débat à

quelques centaines de kilomètres de là, en Charente-Inférieure, qui elle-même deviendra maritime par la suite, en 1941, avant donc le département normand. Néanmoins, le débat n'aboutit pas jusqu'au changement de nom.

Vidéos : en ce moment sur Actu

Il faut attendre les années 1950 pour cela, 1955 précisément. Et quand le débat revient sur la place publique, l'hypothèse Seine-Maritime n'est pas la seule envisagée. La collectivité **aurait ainsi pu s'appeler Porte-Océane**, comme cela a été un temps envisagé par le Conseil général de l'époque.

Attractivité économique et touristique

Devant l'assemblée départementale, **l'élú de Gournay-en-Bray Georges Heuillard explique** : « Considérant que le fait d'imprimer « inférieure » n'est pas une publicité très recommandable dans l'étiquette d'exportation des draps d'Elbeuf ou des cotonnades rouennaises. Pas plus qu'il ne convient à la conquête des marchés étrangers par **nos somptueuses productions de beurre, de fromages et de viande**, il ne saurait davantage chanter les mérites éminents de nos stations balnéaires. »

Les arguments invoqués sont ainsi ceux de l'attractivité économique et touristique du territoire, à une époque où le tourisme connaît un essor naissant.

Dans le sillage de ce changement de nom, **d'autres départements ont été rebaptisés** : la Loire-Inférieure est devenue la Loire-Atlantique en 1957, les Basses-Pyrénées sont devenues Pyrénées-Atlantiques en 1969, les Basses-Alpes se sont muées en Alpes-de-Haute-Provence en 1970.

Dans un autre registre, bretonnant lui, les **Côtes-du-Nord sont devenues les Côtes-d'Armor en 1990**.

Paris-Normandie

Dans cette commune près de Rouen, la propreté des rues passe en régie municipale

La Ville de Bihorel s'attaque à la propreté des rues avec l'achat d'une balayeuse et le recrutement d'un agent conducteur. Le service passe en régie municipale.



Une balayeuse, vient d'arriver aux services techniques - PN

Par la rédaction

Publié: 29 Janvier 2025 à 07h18

Pour gagner en efficacité et en réactivité, la Ville de [Bihorel](#) a fait le choix de reprendre en main le nettoyage des rues, une mission qui était confiée de longue date à une société privée.

Un agent recruté

« Nous avons souhaité réinternaliser cette tâche du nettoyage des rues, des caniveaux, des places et des cours d'écoles », indique la municipalité. C'est une manière de répondre à de nombreux habitants se plaignant du [manque d'entretien de l'espace public](#). Une balayeuse de rue (fabriquée en France) a été acquise en location financière sur quatre ans. De plus un agent conducteur, affecté au service voirie et propreté, a été recruté.

Dans tous les quartiers

La balayeuse permet une grande maniabilité et visibilité pour la collecte des déchets dans les espaces les plus étroits : trottoirs, zones piétonnes, parkings, et centres commerciaux.

Un plan de passage prévoit que tous les quartiers (Village, Plateau des Provinces et Chapitre) bénéficient quotidiennement de ce nouveau service en régie municipale. Cette balayeuse vient en complément d'un aspirateur urbain qui peut être utilisé dans l'ensemble des rues et zones piétonnes.

Paris-Normandie

Rouen. Le Salon de l'orientation et des métiers revient au Parc Expo pour une 5^e édition

Du jeudi 30 janvier au samedi 1^{er} février 2025, le salon régional de l'orientation et des métiers revient au Parc des expositions de Rouen. À travers des animations, des jeux, mais aussi des conférences, ce sont dix-sept pôles métiers à découvrir pendant trois jours.



Dix-sept pôles métiers à découvrir auprès d'experts au Parc des Expositions de Rouen - Photo d'archives Stéphanie Péron

Par Matthieu Da Silva

Publié: 28 Janvier 2025 à 17h33

Vous êtes lycéen et ne savez pas vers quoi vous orienter ? Vous êtes salarié en reconversion professionnelle ? Pas de panique, le salon de l'orientation et des métiers est fait pour vous. Organisé depuis 2020 par l'Agence de l'Orientation et des Métiers de Normandie, le salon c'est : trois jours d'évènement pour participer à des animations ludiques, rencontrer des professionnels, observer des gestes métier et s'informer. Numérique, ingénierie, alimentation, santé...

Du jeudi 30 janvier au samedi 1^{er} février 2025, 17 pôles thématiques seront animés en continu sur le salon. « Plus de 150 partenaires présenteront leurs métiers dans ces pôles à près de 30 000 visiteurs », explique Denis Leboucher, directeur de l'Agence de l'orientation et des métiers, se basant sur les chiffres de l'an passé.

Un espace conseil

Les animations ne sont pas les seules manières de s'informer. En effet, la Maison de l'orientation, des métiers et de la formation sera présente au salon. « Des psychologues de l'information et de l'orientation seront à la disposition du public pour répondre à toutes les questions sur les filières, les formations et les métiers, ajoute le directeur. Pour moi, l'orientation c'est avant tout une rencontre. Si on rencontre les bonnes personnes, chacun peut trouver sa voie et c'est pour cela que nous faisons rencontrer le plus de professionnels possible avec le public. »

Des animations et des conférences

Le salon accueillera également deux conférences, comme l'indique Denis Leboucher. « Le jeudi soir, on va animer ce que l'on appelle « Les pépites de l'alternance », qui présentera les

entreprises qui ont des bonnes pratiques en termes d'accueil d'alternants. Et le vendredi soir, une conférence parents animée par l'Éducation nationale autour de Parcoursup, afin de profiter des meilleurs conseils ». De quoi permettre aux parents et aux enfants de s'informer le mieux possible avant de rendre ses vœux sur la plateforme.

Présence exceptionnelle de l'Armée

Pour cette édition 2025, l'Armée de l'air s'offre un espace immersif au cœur du Pôle des métiers de la sécurité, de la défense, du droit et de la justice, dans lequel vous pourrez retrouver le célèbre Alphajet de la Patrouille de France ! Grâce à des activités immersives inédites, le public pourra explorer les coulisses de ces métiers, vivre l'intensité de l'action et y découvrir des parcours inspirants.

Salon de l'Orientation et des Métiers au Parc des Expositions de Rouen, jeudi 30 et vendredi 31 janvier de 9 h 00 à 17 h 00 et samedi 1^{er} février de 10 h 00 à 17 h 00.

Tendance Ouest

Education. 137 postes supprimés dans le second degré en Normandie

Education. Les réunions pour fixer les dotations en professeurs pour l'année 2025-26 sont en cours au rectorat de Normandie. Le second degré devrait perdre 137 postes.

Publié le 28/01/2025 à 15h18, mis à jour le 28/01/2025 à 16h13 - Par Thibault Lecoq



La rentrée de l'année civile est à peine passée que la prochaine rentrée scolaire, pour 2025-2026, se prépare déjà. - Illustration

La rentrée de l'année civile est à peine passée que la prochaine rentrée scolaire, pour 2025-2026, se prépare déjà. Les réunions entre le rectorat et les syndicats portent notamment sur la répartition de la dotation de professeurs dans l'académie de Normandie. Selon le syndicat SNES-FSU, mais aussi le Sgen-CFDT, le second degré, soit les collèges et lycées, devrait perdre 137 postes d'enseignant. Il y aurait seulement 22 suppressions de poste dans le premier degré à titre de comparaison. Selon les syndicats, sans vote du budget, ces chiffres peuvent encore évoluer.

Plus de postes dans les lycées professionnels

Dans le détail, les collèges devraient perdre 130 professeurs, et les lycées 40. Mais il faut aussi compter l'ajout de 33 postes d'enseignant, créés ou en tout cas réattribués aux lycées professionnels, pour équilibrer les pertes, ce qui porte le total des postes supprimés à 137. A la suite de l'abandon de la mesure prévoyant la suppression de 4 000 postes d'enseignant au niveau national, Valérie Levavasseur - secrétaire générale adjointe du Sgen-CFDT Normandie - souligne : *"On s'attendait à pire, c'est un soulagement."* Elle ajoute que malgré tout *"les difficultés subsistent, la France a les classes les plus chargées d'Europe"*.

Manche

Dans la Manche, il devrait y avoir deux postes en moins dans le premier degré, 13 postes en moins dans les collèges et cinq en moins dans les lycées. Les lycées professionnels devraient avoir plus d'enseignants. *"Les retraits paraissent moins massifs, mais sont dans la continuité"*, estime Pascal Roger. Deux classes Ulis, pour les élèves handicapés, devraient être créées.

Calvados

Le Calvados devrait avoir 35 postes équivalents temps plein en moins en collège, mais six classes Ulis seraient créées. *"Avec ces nouvelles classes, 85% des collèges du département"*

auront ce dispositif. C'est une bonne nouvelle", exprime Valérie Levavasseur. Côté premier degré, il y aurait quatre suppressions de poste. Le nombre de postes pour le lycée n'est pas connu.

Eure

L'Eure doit aussi perdre 35 postes en collège, mais gagner cinq classes Ulis. En primaire, il y aurait neuf postes en moins. Le nombre de postes pour le lycée n'est pas connu.

Orne

Seize postes doivent être supprimés dans les collèges de l'Orne, et deux Ulis aussi doivent disparaître, avec encore deux postes en primaire. Le nombre de postes pour le lycée n'est pas connu.

Seine-Maritime

La suppression de 31 équivalents temps plein est en préparation en Seine-Maritime, avec la création de huit Ulis et cinq postes dans le premier degré. Le nombre de postes pour le lycée n'est pas connu.

Paris-Normandie

Les talents normands de la cybersécurité réunis par « Paris Normandie » pour un « Mardi de l'éco XXL »

Retour d'expérience, bonnes pratiques et avenir de la cybersécurité... Pendant plus de deux heures, les Mardis de l'éco XXL, organisé par Paris Normandie sur le campus du Cesi, près de Rouen, en partenariat avec la Caisse d'Épargne Normandie, ont réuni des experts en la matière pour une table ronde face à plus de 130 personnes.

Par Anthony Quindroit

Publié: 28 Janvier 2025 à 18h27

« *C'est considéré comme une attaque terroriste.* » Le terme claque. Le 15 novembre 2019, le Centre hospitalier universitaire de Rouen (CHU) est [la cible d'une cyberattaque de grande ampleur](#). « *Un vendredi soir, à 19 h, les équipes du service informatique constatent le chiffrement de nos données* », se souvient Rémi Heym, directeur de la communication du service hospitalier.

« Le risque 0 n'existe plus »

Une demande de rançon arrive rapidement. Rien ne sera versé aux cyberattaquants – la piste de hackers russes tient toujours la corde – et le centre médical récupérera l'intégralité de ses accès en moins de deux semaines, « *sans aucune fuite de données* », rappelle le responsable.



Environ 140 personnes ont participé à la rencontre avec les experts organisée par votre quotidien « Paris Normandie » - photo Paris Normandie / BORIS MASLARD

Un retour d'expérience face à quelque 140 invités de *Paris Normandie* conviés au Mardi de l'éco XXL, spécial « Cybersécurité ». Un événement organisé au Cesi, à Saint-Étienne-du-Rouvray, en partenariat avec la Caisse d'Épargne Normandie, et qui a réuni, mardi 28 janvier 2025, un parterre d'experts normands pour évoquer un sujet « *qui nous concerne tous* ».

Car les hackers font rarement dans le détail : peu importe que ce soit un hôpital, une banque, [une collectivité \(comme la Région en 2022\)](#) ou une PME, voire un particulier, c'est l'appât du gain qui prime. « *Tout le monde est touché, donc tout le monde doit s'en*

préoccuper, confirme Christophe Descos, membre du directoire de la Caisse d'Épargne Normandie, en charge des grandes clientèles. Le risque zéro n'existe plus. C'est aussi pour cela que nous investissons massivement dans la cybersécurité, c'est une question de confiance. »

Diagnostic sur le terrain

C'est aussi pour cette raison que les collectivités se saisissent de la question. En région, au sein de l'agence de développement pour la Normandie (ADN), c'est même un « *Samu cybersécurité* » qui a été mis en place au 08008 800 001, rappelle Stéphane Bresson, responsable Département Normandie Cyber à l'ADN. Ce service, gratuit, à destination des entreprises du territoire, les accompagne en cas de cyberattaque.

Adapter les bons réflexes, [c'est déjà limiter les portes d'entrées des cybers assaillants](#). Souvent, c'est l'interface chaise-clavier qui est en cause lors d'une attaque. C'est la pièce jointe douteuse que l'on ouvre par mégarde, la session que l'on laisse ouverte, le mot de passe qui sert partout... D'où l'importance d'un diagnostic complet pour adapter le niveau de sécurité : « *Ça implique d'aller sur le terrain pour voir comment se comportent les équipes* », note Sylvain Hajri.

Fondateur d'Osint-fr et d'Epieos, qui accompagne les entreprises dans leur politique de cybersécurité et participe à la traque des hackers, il se rend parfois, incognito, chez un client pour faire son diagnostic : « *La cybersécurité passe aussi par faire attention aux personnes qui pénètrent dans l'entreprise. Quand on tient la porte à quelqu'un qui porte un carton, sans s'assurer de son identité, on ouvre une brèche : il suffit de ça pour entrer dans un système ou voler un ordinateur qui permet de se connecter...* »

« Avant, on considère que c'est trop cher. Après... c'est trop tard ! »

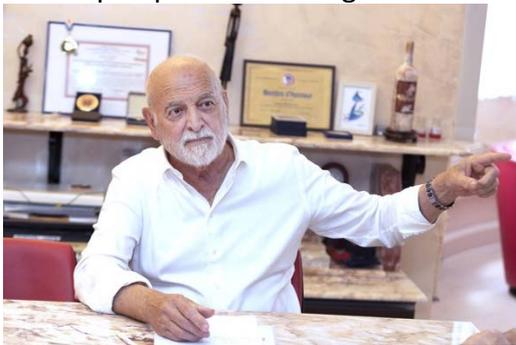
En compagnie de deux autres spécialistes – Damien Bolus de Torii security, cabinet normand indépendant spécialisé en sécurité informatique, et Alexandre Daoust, cofondateur de Sewlau, une alternative innovante aux systèmes de login traditionnels développée en région – il évoque différents cas de figure. Du collégien débrouillard qui va hacker Pronote pour changer sa moyenne aux gangs structurés qui entraînent de vastes coups de filet de la police. « *C'est aussi pour cela qu'il faut porter plainte systématiquement* », rappellent-ils.

Pas question de traiter le dossier par-dessus la jambe : « *La cybersécurité, souvent, avant, on considère que c'est trop cher ! Mais, après... c'est trop tard !* », concluent les intervenants.

Libération

«On fait comme si on allait survivre» : le département PS de l'Hérault supprime 100% de ses subventions à la culture

Prenant exemple sur des collectivités de droite, le département, pourtant de gauche, a annoncé lundi 27 janvier un budget nul pour la culture en 2025. Un désengagement historique qui met en danger l'avenir du secteur.



Le président du département de l'Hérault, Kléber Mesquida, dans son bureau à Montpellier le 17 juin. (Guillaume Bonnefont/IP3)

par [Anne Diatkine](#) et [Sarah Finger](#), correspondante à Montpellier

publié le 28 janvier 2025 à 19h06

Les structures artistiques financées par des tutelles à gauche sont-elles mieux préservées des coupes budgétaires que celles qui dépendent des collectivités de droite et ne cachent pas leur désir de se débarrasser d'une conception de la culture comme service public ? Kléber Mesquida, président (PS) du conseil départemental de l'Hérault, se distingue en ayant annoncé, lundi 27 janvier, lors d'une réunion avec les vice-présidences, une coupe de 100 % du budget alloué à la culture dans son département. On peut le dire autrement : l'Hérault, doté d'un budget annuel de 2 milliards d'euros, dont la part culturelle non obligatoire représente entre 5 et 6 millions d'euros, sera le seul département de France qui consacrerait zéro centime à la culture dès 2025. L'annonce, confirmée par le service de communication du département, n'est pas encore officielle. Nathalie Garraud, codirectrice du théâtre des 13 Vents à Montpellier, ne s'explique pas ce silence : *«Il est anxiogène de ne pas savoir fin janvier de combien le budget 2025 sera amputé, surtout si la suppression est totale. Aujourd'hui, la moindre somme compte. Rien a été notifié aux structures.»* Et précise : *«L'économie des théâtres publics repose sur un financement croisé, il est très important financièrement mais aussi symboliquement que tous les territoires d'un partenaire soient impliqués.»*

Certains, jusqu'aux mots fatals du septuagénaire, espéraient encore que quelques subsides soient sauvés, bien que Mesquida ait, ces derniers mois, préparé le terrain de sa décision. Dans une lettre envoyée le 2 décembre à l'intersyndicale de la région Occitanie, il notait qu'il supprimerait pour 2025 *«toutes les dépenses non obligatoires et les subventions»*. Dans cette même lettre, il prévenait qu'il n'était pas envisageable que le département emprunte *«pour subventionner des tiers»* dont la culture.

Quelques semaines plus tôt, interrogé par [Midi Libre](#) sur l'avenir du site culturel de Bayssan vers Béziers, dédié à la scène théâtrale et musicale et entièrement financé par le département, il répondait : *«On arrêtera la programmation culturelle pour le dernier trimestre 2025. On n'avait pas encore signé les engagements donc on arrête. On réduit tout ce que l'on peut réduire.»* Bayssan, son grand théâtre de 1 000 places sorti de terre il y a moins de cinq ans, et dont la construction et les équipements ont coûté plus de 10 millions d'euros, son immense parking vide, et sa programmation étique promise au strict minimum puisque la direction et le département avaient déjà prévu d'abandonner quatre spectacles envisagés pour 2025, et de renoncer à utiliser l'amphithéâtre durant le printemps et l'été. *«Ces constructions pharaoniques, n'est-ce pas de l'argent public jeté par les fenêtres alors qu'on nous demande sans cesse de supporter de nouvelles coupes dans nos budgets ?»* s'insurge la direction d'une scène qui accueille deux des spectacles annulés par Bayssan et doit désormais assumer seule les frais de voyage des artistes et des décors.

«Absurdie» et «gabegie»

Signe d'une certaine terreur d'être décapitée, la très grande majorité des acteurs culturels exige l'anonymat pour ne pas froisser les tutelles et en particulier Mesquida. Par mail, le département nous explique que c'est bien parce qu'il est exsangue, avec un déficit de 103 007 921 € dû à des baisses de dotations, et à de nouvelles *«charges décidées par l'Etat»*, que la décision a été prise de se concentrer sur *«ses compétences obligatoires qui relèvent des écoles de musique, des établissements qui accueillent des personnes âgées et des enfants confiés par des juges»*. La direction d'un théâtre remarque : *«Tous les départements sont face aux mêmes complexités mais tous ne font pas le même choix. La Haute-Garonne a choisi de ne couper que 50 % du budget alloué à la culture»*. Un agent majeur de la scène héraultaise se montre encore plus sévère : *«Sous couvert de caisses vides, c'est cinquante ans de politique publique dans laquelle le département de l'Hérault était exemplaire, qui est en train d'être liquidée»*. Depuis deux, trois ans, insiste-t-il, *«on assiste une remise cause délétère de l'aménagement culturel de ce territoire. Elle résonne avec les politiques de [Laurent Wauquiez](#) [LR, jusqu'à récemment président d'Auvergne-Rhône-Alpes, ndlr] puis de [Christelle Morançais](#) [Horizons, présidente des Pays-de-la-Loire], qui ont ouvert une brèche»*. Chez beaucoup pointent le désespoir et la crainte qu'à travers l'exemple de l'Hérault, ce soit désormais une certaine gauche qui œuvre sans complexe à la [liquidation de la culture comme service public](#), héritière de la décentralisation et imaginée après guerre par le Conseil national de la résistance. *«Morançais a transgressé un interdit dans lequel d'autres s'engouffrent»*, analyse un grand nom du secteur.

Cette année blanche en Occitanie prend place dans un contexte ultra-tendu. En octobre, le service de prêt gratuit par Hérault Matériel Scénique, chargé de mettre à la disposition de structures, associations et collectivités du matériel technique et scénique a été fermé au prétexte qu'il serait une concurrence déloyale avec des entreprises privées. Les salariés de la structure publique touchent encore leur salaire, le matériel est intact, mais ils ont interdiction de le prêter. *«Une gabegie. On règne en absurdie»*, tonne-t-on de toute part. Dans le domaine d'O, le petit théâtre d'O dépendant du département, qui servait de lieux de répétitions et de résidences aux compagnies, a lui aussi fermé. La tutelle rétorque aux compagnies qui souhaiteraient l'utiliser qu'elles n'ont qu'à le louer.

«On navigue à vue»

«*Inédit*» : le mot revient dans la bouche de plusieurs de nos interlocuteurs interrogés avant l'annonce du désengagement historique du département et qui s'inquiétaient des suppressions de spectacles en cascade, du chômage technique qu'elles entraînent, de la sortie de l'intermittence ou de la pratique d'un deuxième ou troisième job obligatoire pour beaucoup d'artistes, mais aussi pour celles et ceux qui œuvrent pour ces spectacles. Sandrine Mini, directrice du théâtre Molière-Sète (TMS, scène nationale de l'archipel de Thau) : «*Je suis parvenue à éviter les licenciements. Mais au théâtre Molière, il y a eu quatre départs au cours de ces deux dernières années et un seul poste a été remplacé. Ce sont des jeunes diplômés à qui l'on ferme la porte.*»

Pour l'instant, le prestigieux Printemps des comédiens, festival qui a fusionné à l'automne avec le domaine d'O pour devenir une cité européenne du théâtre et des arts associés, n'est pas menacé. La fusion, particulièrement compliquée, a gelé la saison qui ne reprend que tout doucement, ce qui a mis sur le carreau nombre de techniciens aguerris. En dépit d'un lourd déficit, ladite cité ne devrait pas voir ses budgets rognés car elle ne dépend pas directement du département mais de la métropole qui a l'obligation de transférer une somme fléchée et établie aux deux structures. Bien que, nous souffle une source proche du dossier, «*le département essaie de mettre en cause cet accord*».

Sandrine Mini, du TMS, poursuit : «*On navigue à vue. A Sète, nous avons 70 entreprises mécènes à nos côtés. Que va-t-on leur vendre, si nous devons diviser par deux notre programmation ?*» Nombre d'acteurs culturels attendent les décisions qui seront prises au niveau régional ; certains en ont déjà fait les frais. L'un de nos interlocuteurs nous a ainsi raconté comment son projet de création artistique, pourtant novateur, avait essuyé un refus net de la part du cabinet de [Carole Delga](#), présidente (PS) d'Occitanie. Il lui a été répondu qu'aucune subvention ne serait allouée en 2025 ni à ce travail ni à tout autre. Quelques semaines après ce rendez-vous, ce témoin veut croire, malgré tout, que son projet n'est pas mort. Eric Bart, conseiller artistique du domaine d'O, ancien de l'Odéon et du théâtre Vidy, en Suisse : «*On fait comme si on allait survivre. Mais on vient d'un monde qui n'existe plus.*» Est-ce inéluctable ?

Le Monde

Réchauffement climatique : la chaleur va tuer beaucoup plus que le froid d'ici à la fin du siècle

Une étude britannique anticipe une forte augmentation des morts dues à l'élévation des températures d'ici à la fin du siècle. Une hausse que ne compensera pas complètement la diminution des décès liés aux vagues de froid hivernales à travers le Vieux Continent.

Par [Delphine Roucaute](#)

Publié le 27 janvier 2025 à 17h26, modifié hier à 10h59



Une infirmière rafraîchit une patiente à l'aide d'un brumisateur lors d'un épisode caniculaire, à l'hôpital gériatrique d'Argenteuil (Val-d'Oise), en juillet 2013. FRED DUFOUR/AFP

Depuis plusieurs années, des climatosceptiques diffusent l'idée selon laquelle la hausse des morts provoquées par les températures élevées liées au réchauffement climatique sera compensée par la diminution, dans le futur, des morts liées au froid hivernal. Une étude publiée lundi 27 janvier dans la revue *Nature* vient battre en brèche cette fausse information. Si, actuellement, en Europe, on compte dix morts liées au froid pour chaque mort liée à la chaleur, cet équilibre va probablement s'inverser d'ici à la fin du XXI^e siècle.

Les chercheurs ont étudié, dans 854 villes représentant 40 % de la population européenne, l'écart entre les morts liées aux maux de l'hiver (froid, maladies, etc.) et celles qui sont liées à la chaleur, en été, et ce selon les différents scénarios de réchauffement climatique, d'efforts d'adaptation et de changements démographiques établis par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat pour les années à venir.

Ils estiment que, même selon le scénario le plus optimiste prévoyant un réchauffement moyen de 1,7 °C d'ici à 2060, les décès en rapport avec la chaleur seront plus nombreux que les décès dus au froid, avec une hausse de 7,6 morts liées à la température pour 100 000 habitants. Selon le pire scénario, si aucun effort n'est fait pour s'adapter à la hausse des températures en Europe d'ici à la fin du siècle, les chercheurs évaluent le nombre total de morts à cause de la hausse globale des températures à 2,3 millions de personnes en Europe. Une atténuation du risque de 50 %, notamment grâce à la climatisation, la végétalisation et la diminution de la pollution de l'air, ne serait pas suffisante pour inverser cette tendance, mais réduirait le nombre de morts liées à la température à 268 100 personnes.

« L'étude la plus complète »

« Il s'agit de l'étude la plus complète en Europe sur le sujet, explique Pierre Masselot, professeur assistant en épidémiologie environnementale et statistique à la London School of Hygiene and Tropical Medicine et premier auteur de l'étude. Nous avons exploré les futurs possibles en fonction des efforts d'adaptation à la chaleur et selon différents scénarios de résilience, en prenant en compte la vulnérabilité des populations aux différents âges de la vie ainsi que les changements démographiques à venir, pour bien extraire la partie des décès liés au changement climatique et pas seulement à la hausse de la population mondiale. »

Les chercheurs ont également pu identifier plusieurs zones critiques, notamment l'île de Malte, avec une hausse de 268 morts liées à la température pour 100 000 habitants d'ici à 2100 dans le pire scénario, tout comme le pourtour méditerranéen, de l'est de l'Espagne à l'Italie en passant par le sud de la France (+ 124 morts pour 100 000 habitants), ainsi que le centre de l'Europe englobant la Suisse, l'Autriche, le sud de l'Allemagne et de la Pologne.

Seul le nord de l'Europe, particulièrement les pays baltes et l'Irlande, voit théoriquement la hausse des morts liées à la chaleur être compensée par la réduction des morts liées au froid. Mais à la marge, sans venir contrebalancer les pertes du reste de l'Europe.

Disparités géographiques

« Les disparités géographiques deviennent plus fortes avec le réchauffement climatique, surtout entre 1,5 °C et 3 °C de hausse des températures, écrivent les auteurs. Avec un réchauffement de 4 °C, [la différence entre les morts du froid et ceux de la chaleur] augmente de manière significative dans le centre de l'Europe et devient positive dans certaines villes du Nord comme Aberdeen, Stockholm et Helsinki. » Cela montre qu'à un certain niveau de températures le corps humain n'est plus capable de s'adapter convenablement.

« Cette étude est méthodologiquement impeccable, souligne Hicham Achebak, chercheur postdoctorant à l'Inserm, qui n'a pas participé à l'étude. Il s'agit de projections permettant d'anticiper l'impact futur du réchauffement climatique et de montrer ce qu'il pourrait se passer si on ne prend pas de mesures d'adaptation. » Le chercheur reconnaît toutefois certaines limites de ce travail, qui ne prend en compte que les vulnérabilités d'aujourd'hui.

« Notre analyse montre le potentiel bénéfique pour la santé de la mise en place de stratégies d'atténuation strictes visant à réduire fortement les émissions de gaz à effet de serre, ainsi que de stratégies d'adaptation visant les pays et les populations les plus vulnérables », concluent les chercheurs.